

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtišanu	bez piesūtišanas
par: Ls	(saņemot ekspedīcijā) par Ls
1/2 gadu 22,—	1/2 gadu 18,—
1 gadu 42,—	1 gadu 30,—
3 mēn. 12,—	3 mēn. 5,—
1 mēn. 2,—	1 mēn. 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem 12	Par atsevišķu numuru 10

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, pili № 2. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pili № 1. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.)	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	„—80

Likums par līgumu starp Latviju un Itāliju par izlīgšanu un strīdu nokārtošanu tiesas ceļā.
Pasta un tālgrāfa departamenta rīkojums.

Papildinājumi un pārgrozījumi instrukcijā pie likuma par valsts garantijām eksporta kredītišanai.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par līgumu starp Latviju un Itāliju par izlīgšanu un strīdu nokārtošanu tiesas ceļā.

1. 1931. gada 28. aprīlī Rīgā parakstītais līgums starp Latviju un Itāliju par izlīgšanu un strīdu nokārtošanu tiesas ceļā ar šo likumu pieņemts un apstiprināts.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināms 1. pantā minētais līgums un tā tulkojums latviešu valodā.

3. Līgums stājas spēkā līguma 21. pantā paredzētā kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1931. g. 19. jūnijā.
Rīgā, 1931. g. 3. jūlijā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Traité de Conciliation et de Règlement Judiciaire entre la Lettonie et l'Italie.

Le Président de la République de Lettonie et Sa Majesté le Roi d'Italie, pénétrés de l'esprit de cordialité qui caractérise leurs rapports réciproques, ont résolu de conclure un Traité pour le règlement amiable des différends qui pourraient s'élever entre les deux Pays, et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République de Lettonie: Son Excellence Monsieur Kārlis Ulmanis, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères,
Sa Majesté le Roi d'Italie: Son Excellence Monsieur le Docteur Nicola Macario, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Riga,

lesquels après communication des pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.
Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent Traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendront à s'élever entre la Lettonie et l'Italie après la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.
Toutes contestations entre les Hautes Parties Contractantes de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.
Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4.
S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent Traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.
La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit: Les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres Commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois Commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties Contractantes désigneront le Président de la Commission.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans: leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient, à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.
La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination des Commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Cour permanente de justice internationale ou, s'il est ressortissant d'une des Hautes Parties Contractantes, le Vice-Président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des Hautes Parties Contractantes, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 8.
Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'éclaircir les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtraient convenables et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Des Commissions internationales d'enquête) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et information utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties Contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la Commission seront également partagés par moitié.

Article 17.

Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission permanente de conciliation, ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour permanente de justice internationale.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviendront qu'il sera tranché ex aequo et bono.

Dispositions générales.

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 19.

Le présent Traité reste applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Nekustamas mantas saraksts,

kuŗas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 5. jūnija lēmuma ir jāpiedalās Skultes-Vidrižu pagasta meliorācijas sabiedrībā „Kritums“, jāņem dalība pie minētās sabiedrības novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas, saistīto izdevumu kārtošanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

Table with 8 columns: No. pēc kārtas, Dalībnieka vārds un uzvārds, Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums, Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums, Māju №№ (pēc mērniecības plāniem, pēc zemes grāmatu reģistra), Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja, Darbu izmaksa pēc projekta, no kuŗas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls, Piezīmes.

Rīgā, 1931. g. 15. jūnijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šlachtovičs. Vec. grāmatvedis Brandts.

Nekustamas mantas saraksts,

kuŗas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem pēc zemkopības ministra š. g. 23. maija lēmuma ir jāpiedalās meliorācijas sabiedrībā „Pieteni“, jāņem dalība pie Rīgas apr. Ropažu pag. Līdumnieku-Dutku novadgrāvju rakšanas darbu izvešanas, saistīto izdevumu kārtošanas un izvesto darbu kārtībā uzturēšanas.

Table with 8 columns: No. pēc kārtas, Dalībnieka vārds un uzvārds, Dalībnieka īpašumu tiesību apzīmējums, Dalībniekam piederošo vai viņa lietošanā esošo māju nosaukums, Māju №№ (pēc mērniecības plāniem, pēc zemes grāmatu reģistra), Kādā pagastā atrodas mājas un pie kādas agrākās muižas piederēja, Darbu izmaksa pēc projekta, no kuŗas aprēķina dalībnieku balsu skaitu Ls, Piezīmes.

Rīgā, 1931. g. 15. jūnijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šlachtovičs. Vec. grāmatvedis Brandts.

Paziņojums.

Meliorācijas departamenta tehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs ar š. g. 23. maija lēmumu ir apstiprinājis kultūrtehniskās daļas sastādīto un meliorācijas sabiedrības „Pieteni“ dalībnieku pilnā sapulcē pieņemto Rīgas apriņķa Ropažu pagasta Līdumnieku-Dutku novadgrāvja projektu.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visiem dalībnieku sarakstā uzrādītiem nekustamas mantas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem uzlikts par pienākumu piedalīties meliorācijas sabiedrībā „Pieteni“, minēto meliorācijas darbu izvešanā, saistīto maksājumu kārtošānā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

Rīgā, 1931. g. 15. jūnijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šlachtovičs. Vecākais grāmatvedis Brandts.

Paziņojums.

Meliorācijas departamenta tehniskā daļa paziņo, ka zemkopības ministrs ar š. g. 5. jūnija lēmumu ir apstiprinājis kultūrtehniskās daļas sastādīto un Skultes-Vidrižu pagasta meliorācijas sabiedrības „Kritums“ dalībnieku pilnā sapulcē pieņemto šīs sabiedrības novadgrāvju projektu.

Līdz ar projekta apstiprināšanu visiem dalībnieku sarakstā uzrādītiem nekustamās mantas īpašniekiem vai viņu tiesību ņēmējiem uzlikts par pienākumu piedalīties Skultes-Vidrižu pagasta meliorācijas sabiedrībā „Kritums“, minēto meliorācijas darbu izvešanā, saistīto izdevumu kārtošānā un izvesto darbu kārtībā uzturēšanā.

Rīgā, 1931. g. 15. jūnijā.

Meliorācijas departamenta tehniskās daļas vadītājs M. Šlachtovičs. Vecākais grāmatvedis Brandts.

Pasta ziņas.

1931. g. jūnija mēnesī Jelgavā izņemtas no pasta kastītēm un nav nosūtītas pēc piederības:

- a) 2 vēstules bez adresēm, b) 2 pastkartes bez adresēm.

Jelgavas pastmeistara v. i. (paraksts).

Iecelšanas.

Rīkojums № 94. 1931. g. 27. jūnijā.

Piešķirņu skolu departamenta direktoram Kārlim Ozoliņam trīs nedēļas kārtējā atvaļinājuma, sākot ar š. g. 29. jūniju. Skolu departamenta direktora pienākumus aprādītā atvaļinājuma laikā uzdodu pagaidām izpildīt vidusskolu direktoram Jānim Dobulim.

Izglītības ministrs E. Ziemeļis. Sekretārs V. Vigants.

Kaŗa tiesa,

pamatodamās uz savu šīs dienas rīcības sēdes lēmumu un kaŗa tiesu lik. 951. un 953. p., meklē 2. Ventspils kājn. pulka bij. karēvi Arturu Kārļa d. Aroldu, apsūdzētu pēc K. s. l. 134. p.

Arols dzimis 1899. g. 12. novembrī, Kuldīgas apriņķa Kuldīgas pagasta piederīgs, latvietis, luterticīgs, pilsētas skolas izglītība, pēc nodarbošanās jūrnieks.

Kam būtu zināma viņa atrašanās vieta, nekavējoties ziņot kaŗa tiesai un policijai, kuŗai to apcietināt, ieviejojot tuvākā ieslodzījuma vietā un ieskaitīt 2. iec. kaŗa izmeklēšanas tiesneša rīcībā, paziņojot pēdējam un tiesai.

1931. g. 1. jūlijā.

Kaŗa tiesas priekšsēdētājs pulkv.-lt. H. Jakobsons. Sekretāra v. p. i. kaŗa ierēdnis P. Jansons.

Kaŗa tiesa,

pamatodamās uz savu šīs dienas rīcības sēdes lēmumu un kaŗa tiesu lik. 951. un 953. p., meklē 2. Ventspils kājn. pulka bij. dižkarēvi Jūliju Miķeļa d. Rūķi, apsūdzētu pēc K. s. l. 134. p.

Rūķis dzimis 1892. g. 23. septembrī, piederīgs pie Lietavas, Kauņas gub. Kropju pagasta, pirms iesaukšanas kaŗa dienestā dzīvojis Cēsu apriņķa Liepas pagastā, leģis, katoļticīgs, mājas izglītība, pēc nodarbošanās zemkopis.

Kam būtu zināma viņa atrašanās vieta, nekavējoties ziņot kaŗa tiesai un policijai, kuŗai to apcietināt, ieviejojot tuvākā ieslodzījuma vietā un ieskaitīt 2. iec. kaŗa izmeklēšanas tiesneša rīcībā, paziņojot pēdējam un tiesai.

1931. g. 1. jūlijā.

Kaŗa tiesas priekšsēdētājs, pulkvedis-leitnants H. Jakobsons. Sekretāra v. p. i. kaŗa ierēdnis P. Jansons.

Kaŗa tiesa,

pamatodamās uz savu šīs dienas rīcības sēdes lēmumu un kaŗa tiesu lik. 951. un 953. p., meklē 2. Ventspils kājn. pulka bij. kaprāli Adolfu Jāņa d. Berežinski (Beržinski), apsūdzētu pēc K. s. l. 134. p.

Berežinskis dzimis 1896. g. 25. februārī, Liepājas piederīgs, pirms iesaukšanas kaŗa dienestā dzīvojis turpat, polis, katoļticīgs, pēc nodarbošanās formētājs.

Kam būtu zināma viņa atrašanās vieta, nekavējoties ziņot kaŗa tiesai un policijai, kuŗai to apcietināt, ieviejojot tuvākā ieslodzījuma vietā un ieskaitīt 2. iec. kaŗa izmeklēšanas tiesneša rīcībā, paziņojot pēdējam un tiesai.

1931. g. 1. jūlijā.

Kaŗa tiesas priekšsēdētājs, pulkvedis-leitnants H. Jakobsons. Sekretāra v. p. i. kaŗa ierēdnis P. Jansons.

Personu saraksts, kuŗu meklēšana izbeigta, № 431.

- 22665. Baumans Ansis. 35796/30. 22666. Buncis Augusts Kristapa d. 34567/31. 22667. Ivanovs Mīnajs Teklas d. 25289/28. Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks G. Tifentāls. Darbvedis A. Zaķis.

Personu saraksts, kuŗu meklēšana izbeigta, Nr. 432.

- 22668. Brigers-Brigis Jānis-Leopolds Jāņa dēls. 34977/31. 22669. Dzenis Anete. 31712/30. 22670. Gulbis Indriķis Jēkaba d. 25288/28. 22671. Latvels Pēters Juŗa d. 32100/30. 22672. Rundulis Jūris Jāņa d. 32147/30. 22673. Zirniņš Anna Kārļa m. 35127/31. Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks G. Tifentāls. Darbvedis A. Zaķis.

Literatūra.

Cukurbiešu kultūra un cukurrūpniecība. № 3. Jūnijs. 1931.

KURSI.

Rīgas bīržā 1931. gada 3. jūlijā.

Devīzes:

Table with 2 columns: Valūta, Kursi. Includes entries for Amerikas dolļars, Angļijas mārciņa, Francijas franku, Beļģijas beļģu, Itālijas līru, Zviedrijas kronu, Norveģijas kronu, Danijas kronu, Austrijas šilīnu, Čehoslovākijas kronu, Holandes gulderu, Vācijas marku, Somijas marku, Igaunijas kronu, Polijas zlotu, Lietavas litu.

Dārgmetāli:

Table with 2 columns: Metāls, Cenas. Includes entries for Zelts 1 kg, Sudrabs 1 kg.

Vērtspapīri:

Table with 2 columns: Vērtspapīris, Cenas. Includes entries for neatkarības aizņēģums, Valsts prēm. aizņēģums, Zemes bankas ķīlu zīmes, Hipotēķu bankas ķīlu zīmes.

Rīgas bīržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs J. Skujevics. Zvērināts bīržas māklers P. Rupners.

Redaktora vietā J. Janovskis-Janševskis.

Šim numuram 8 lapas puses.

Liepājas Tirgotāju Bankas, akc. sab., Liepājā.

Bilance 1931. g. 1. janvārī.

Table with Aktīvs and Pasīvs columns, listing bank assets and liabilities in Ls as of Jan 1, 1931.

Kaulu dedzināšanas un pārstrādāšanas fabriku sabiedrība.

Bilance 1931. g. 1. janvārī.

Table with Aktīvs and Pasīvs columns, listing factory assets and liabilities in Ls as of Jan 1, 1931.

Peļņas un zaudējumu konts.

Table with Aktīvs and Pasīvs columns, listing profit and loss account details for the factory in Ls.

Table with Zaudējums and Peļņa columns, detailing profit and loss for the bank in 1930.

7975x

Eiropas preču un bagāžas apdrošināšanas akc. sab. Rīgā pārskats par 1930. g. darbību.

Bilance 1930. g. 31. decembrī.

Table with Aktīvs and Pasīvs columns, listing insurance company balance sheet as of Dec 31, 1930.

Peļņas un zaudējumu rēķins.

Table with Izdevumi and Ieņēmumi columns, detailing insurance company profit and loss for 1930.

7967x

Prodes pagastam (Hūkstes apriņķī) vajadzīgs 1.skolotājs-ja, skolas priekšnieks, Gulbenes 4-klasīgai pamatskolai.

Liepājas brīvostas pārvalde Jaunā Dīķa ielā 8, izdos rakstveida izsolē š. g. 8. jūlijā, drašu sieta piegādāšanu brīvostas iežogojuma vajadzībām.

Izsoles tuvākos noteikumus izsniedz Liepājas brīvostas pārvaldē, Jaunā Dīķa ielā 8. Piedāvājumi, apmaksāti ar attiecīgu zīmognādevu, iesniedzami slēptās aploksnēs ar uzrakstu „Drašu sieta izsolē 8. jūlijā 1931. g.”

Dzelzceļu virsvaldes materiālu apgāde izsludina rakstveida izsoles: 1931. g. 18. jūlijā uz krītu, pulveri, 20000 kg.

Rušonu virsmežniecība pārdo un atvārdi izsolē 1931. g. 14. jūlijā, virsmežniecības kancelējā - Kapiņu pag., Eisbachovas forš., 6 gab. vecas ēkas noplēšanai.

Dzelzceļu polic. Daugavpils iec. priekšnieks pārdos vairāksolišanā š. g. 15. jūlijā, pulksten 10 no rīta uz dzelzceļa, posmā Niegale-Jersika 179 km dzīvojošam Pēterim Caunem pieder, vienu gaiši-sarkanās spalvas govi, kuŗa novērtēta par Ls 120,- un apskātāma pārdošanas dienā uz vietas.

Iekšlietu ministrijas pasu nod. izsludina par nederīgu nozaidēto Latvijas ārzemju pasi № 000192F izd. 1930. g. 17. nov. Rīgā, ar Jāzepa Ulmaņa vārdu, 8521b

Iekšlietu ministrijas pasu nod. izsludina par nederīgu nozaidēto Latvijas ārzemju pasi № 209, izd. bij. ārzemju pasu aģentūrā Liepājā, 1926. g. 22. febr. ar Jāņa Piķēla vārdu, 8520b

Rīgas muitnīca izsludina par nederīgu nozaidēto dienesta apliecību № 2440/1035, izd. jaunākam muitas uzraugam Robertam Kartenbekam 1928. g. 10. nov.

Rīgas pref. 13. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaidēto kara klaus. apliecību № 34207, izd. no Rīgas kara apr. pr-ka 1925. g. 31. janv. ar Roberta-Mārtiņa Jāņa d. Lācis, dzim. 1891. g. vārdu, 8182b

Rīgas prefektūras ārējā nodaļa izsludina par nederīgu autobusa vadītāja apliecību № 1256, izd. no pref. 1931. g. 8. apr. Arvidam Kļaviņam, kas to pieteicis par nozaidētu, 8508b

Rīgas prefektūras ārējā nodaļa izsludina par nederīgu brand-majora vieglā automobiļa braukšanas atļauju № 452, izd. no Rīgas pref. š. g. 20. jūn. Rīgas pils. valdes ugunsdzēsēju nozarei, kas to pieteicis par nozaidētu, 8509b

Rīgas pref. 2. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaidēto kara klaus. apliecību № 490, izd. no Jātņieku pulka kom. 1926. g. 29. maijā ar Jāņa-Borisa Kronberga vārdu, 8067b

Rīgas pref. 3. iec. priekšnieks paziņo, ka š. g. 16. jūnijā nozudis (nozagts) valsts revolveris „Armīnīus” sist. № 106594, kai. 7,65. Atradējam revolveris jānodod iec. priekšniekam, 8068b

Valmieras apr. pol. 2. iec. priekšnieks pārlabo savu stud. nājumu, ievietotu „Vald. Vēstn.” № 89/1931. g. pilsopa Voldemāra kara klaus. apliecības lietā, jo kara klaus. apliecību nozaidējis Jānis Voldiņš, bet nevis Mārtiņš Voldiņš, kā tas nepareizi bija uzrādīts, 8055b

Hūkstes apr. pol. 2. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaidēto S.P.R.S. iekšzemes pasi № 94, izd. no Smolenskas pils. miņicijas 1929. g. 23. jūn. ar Krīša Geidana vārdu, 8049b

Liepājas 2. polic. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaidēto kara klaus. apliecību № 8224, izd. 1924. g. 27. jūn. no 2. Ventspils kājn. pulka kom-ja ar 1902. g. dzimusā Jēkaba Gintera vārdu, 8185b

Židu kolon. veicin. b-bas valde dara zināmu, ka apliecība, izdota no Rīgas apgabaltiesas registrāc. nodaļas 1926. g. 28. aug. par židu kolonizācijas veicināšanas biedrības Liepājas nodaļas atvēršanu, nozaidēta un tiek skaidrta par anulētu, Rīgā, 1931. 1. jūlija, 8516b

Nozaidēta Latvijas Sarkanā Krusta Žēlsirdīgo Māsu Savienības māsas nozīme „E. S. 219”, kuŗa uzskatāma par nederīgu, 8514

Ernst Plates spiestuves un izdevniec. A/S Rīgā, M. Monētu ielā Nr. 18.

Bilance 1931. g. 1. Janvārī.

Table with Aktīvs and Pasīvs columns, listing printing house assets and liabilities in Ls as of Jan 1, 1931.

Table with Peļņa un zaudējums no 1. janv. līdz 31. dec. 1930. g. columns, listing profit and loss for the printing house.

Spedīcijas un noliktavu akc. sab. „TRANSTRED”, Rīgā.

Bilance 1930. g. 31. decembrī.

Table with Aktīvā and Pasīvā columns, listing shipping company assets and liabilities in Ls as of Dec 31, 1930.

Table with Debetā and Kreditā columns, listing shipping company profit and loss for 1930.

7966x

7966x

7966x

7966x

Savstarp. apdrošin. biedrība „MERKUR”

saskaņ. š. g. 12. jūlijā, pulksten 11 no rīta, Liepājā, „Zemnieku sav. klubā”

piņņu sapulci.

Dienas kārtība: 1) sapulces prezidija vēlēšanas; 2) valdes pārvelešana un 3) dažādi jautājumi, 8517b

Rīgas-Hamburgas līnija.

Kārtēja satiksme starp Rīgas un Hamburgas ostām kārtējas preču satiksmes tvaiņkoņa „Erna” N.R.T. 401,18 un tvaiņkoņa „Norderney” N.R.T. 547,24 braucienu saraksts par laiku no 1931. g. 1. jūlija līdz 1931. g. 30. septembrim.

S. s., „Erna” S. s., „Norderney” izies no Rīgas izies no Rīgas uz Hamburgu uz Hamburgu 11. jūlijā 2. jūlijā 25. jūlijā 16. jūlijā 8. augustā 30. jūlijā 22. augustā 13. augustā 5. septembrī 27. augustā 19. septembrī 10. septembrī 24. septembrī

Kuŗu aģents Lorenz M. Meesenburg, Rīgā, L. Pils ielā № 6, 8513